L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAUX: No. 73 rue de Chartres. — NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 8 JUIN 1863 — Entre les rues Bienville et Conti

NOUVELLE ORLEANS, LUNDI MATIN, 8 JUIN

Ventes à l'encan de ce jour.

Par le Shérif.—A la bourse des Négociants et des Encanteurs, en face de la Nouvelle-Orléans, rue des Carondelet.

Par Hoffman & Marks.—A 10 heures, dans la rue de Chartres, No 73, marchandises sèches, vêtements et chapeaux.

Par H. H. McLean.—A onze heures, dans la rue Gravier, No 34, meubles et articles de ménage.

Par E. Roger & Co.—A 11 heures du soir, sur la Levée, en face de la rue des Ursulines, vin rouge.

Par E. M. Jacobs.—A 10 heures, encoignure Conti et Villeré, meubles.

Les solutions de la Question américaine.

La Presse du 15 avril contient, sous ce titre, aujourd'hui, de l'accusé de réception de la quatrième lettre de M. Lefort que nous avons reproduite l'autre jour, un projet de solution que M. de Girardin dit lui être arrivé d'Amérique pour y être réexpédié. Il est intitulé :

AU PEUPLE DES ETATS-UNIS ET DES ETATS-CONFEDERES.

Plan de compromis entre le Nord et le Sud—solution pacifique et rationnelle.

Nous ne pouvons reproduire, à cause de leur longueur, les considérations dans lesquelles se trouve englobé le plan lui-même. Suivant l'auteur du projet, les deux parties belligérantes s'aveuglent sur des idées. Or "la guerre ne peut amener d'autre résultat que le triomphe de la force, mais non la victoire rationnelle d'une idée sur l'idée contraire." Il en conclut qu'il faut en venir à un accommodement par une première proposition basée sur des concessions réciproques.

En examinant ce qu'il appelle les idées des parties belligérantes l'écrivain donne, tour à tour, tort et raison au Sud et au Nord. Il pose ces données extrêmement contradictoires :

"Le Sud a raison quand il réclame le droit de se créer une existence indépendante."

"Le Nord a raison quand il prétend que le principe de l'unité est supérieur d'une manière absolue au droit de nationalité sectionnelle.

Et plus loin encore :

"La Confédération du Sud est de premier ordre : elle est basée sur la similitude entre divers Etats, &c.,"

"La grande fédération unitaire du continent américain est d'institution divine, elle réalise d'un principe supérieur, &c."

Nous ne nous attendions guère à voir le droit divin invoqué en cette affaire. Quoi qu'il en soit, voici le projet de solution qui devrait "satisfaire à la fois le désir légitime du Sud d'avoir une nationalité indépendante et les vœux non moins légitimes du Nord de voir reconstituer l'unité de la grande fédération."

Article 1er—Les Etats du Sud acceptent en principe l'abolition graduelle de l'esclavage, et s'engagent à ce que cette institution ait disparu de leur territoire au 1er janvier 1900.

Art. 2—Les Etats du Nord consentent à la séparation du Sud et à son indépendance provisoire jusqu'à cette même date du 1er janvier 1900.

Art. 3—A cette date, une convention générale de tous les Etats existant alors dans le Sud, décidera si la séparation sera prorogée pour un nouveau laps de temps ou définitivement, ou si la reconstruction de l'ancienne Union devra s'effectuer.

Art. 4—Aussitôt après l'adoption des bases précédentes, des ministres plénipotentiaires des deux républiques réglèrent toutes les conditions de la séparation provisoire, et les autorisera ensuite des grandes puissances européennes en cas de dissidence.

Ce beau projet de compromis est suivi d'une tirade sentimentale et philanthropique sur l'esclavage, la guerre, l'impossibilité "reconnue par tous les esprits sensés sur les deux rives de l'Atlantique" de subjuguer le Sud, sur les effets du temps qui permettront à la nouvelle génération, "pure de sang et de haine, de décider, dans le calme de sa liberté, si le moment est venu de reconstruire l'Union."

Voici, maintenant, l'accueil que M. de Girardin, qui refuse à mécrire à solution de M. Lefort comme indigne d'un homme sérieux, fait à cet absurde projet.

Ce projet de compromis a été gagné et exploité, selon nous, par le diplomate européen qui l'a enveloppé et qui l'a développé ainsi; mais, comme il ne peut pas qu'on le juge autrement à New-York et à Richmond qu'à Paris, dans le doute, nous nous sommes abstenu de nos réflexions, afin qu'elles accentuent bien l'authenticité de leur origine transatlantique.

Ceux de nos lecteurs qui se souviendraient encore des quatre articles que nous avons publiés les 13, 19, 20 et 21 octobre dernier sous ce titre : LE MESSAGE DU PRESIDENT LINCOLN, reconnaîtront que le projet de compromis ci-dessus n'en est que la traduction pour une autre forme et dans une autre langue.

Que demanderions-nous ? Nous demandions la séparation volontaire des Etats dissidents et la fondation graduelle de l'esclavage. Que propose-t-on ? L'abolition graduelle de l'esclavage et la séparation volontaire des Etats dissidents. Si le projet de compromis qui nous est communiqué était adopté, nous aurions donc eu raison de nous déclarer séparatistes d'abord, et abolitionistes ensuite. On ne fait plus impudemment violence à la liberté. L'acte intéressé qu'on fut forcé et une supputation dont il faut ensuite trouver la poids souvent écrasant.

Qu'il s'agisse soit de la question d'Italie et de Rome, soit de la question de Pologne, soit de la question d'Orient, et qu'il s'agisse soit de la question du Sud ou du pain, soit de la question de la liberté, soit de la question des sucres, etc., dans un autre ordre de faits, qu'il s'agisse soit de la question de la presse, soit de la question des élections, soit de toute autre question, hors de la liberté, point de solution !

Toute la science de la politique moderne est dans ces mots : *Liberté*.

Nous ignorons le nom de l'auteur du projet de compromis qu'endosse si facilement *la Presse*. s'il est vrai qu'il habite l'Amérique il faut qu'il soit resté bien étranger aux mouvements des esprits où qu'il ait bien mal observé les faits pour croire qu'un arrangement comme celui qu'il propose puisse satisfaire l'une ou l'autre des deux parties belligérantes. Sa solution ne mériterait même pas l'honneur d'une mention si elle n'avait été reproduite dans un journal aussi important que *la Presse*.

Quand nous voyons un homme, comme M. de Girardin, donner l'autorité de son endos à un projet aussi peu sérieux, nous sommes forcé de dire qu'on comprend encore bien peu, en France, les causes de la lutte qui ensanglante depuis deux ans le continent de l'Amérique du Nord et qu'on se fait une singulière idée du caractère des deux peuples.

La plupart des écrivains européens, aveuglés par leurs préjugés sur la question de l'esclavage, et absorbés par cette préoccupation unique, ne veulent ou ne peuvent comprendre que la question de l'esclavage n'est qu'accessoire dans le conflit, et ils sombrent dans cette double erreur de croire, d'une part, que le Sud ne fait la guerre que pour le maintien de l'esclavage et de l'autre, que le Nord ne combat que dans l'intérêt de l'abolition.

L'idée de la séparation provisoire est d'une telle puérilité qu'elle ne mérite pas d'être réfutée. Pour quiconque connaît tant soit peu l'état des choses, il est bien clair que la séparation, ne fût elle admise que pour un an, serait irrévocable, et que plus le délai serait reculé plus la reconstruction serait chimérique. Selon nous, le Nord ne combat pas pour une idée, et il n'acceptera une fois la séparation, il ne s'inquiétera pas plus du maintien de l'esclavage au Sud qu'il ne s'inquiète de l'existence de cette institution au Brésil. Le combat non seulement pour l'amour abstrait de l'Union, mais encore pour les avantages politiques et commerciaux qu'il peut retirer du maintien du pacte fédéral. C'est bien peu connaître le positivisme du peuple américain que de supposer qu'il renoncera à ces avantages en vue de la simple satisfaction morale que lui procurerait l'abolition de l'esclavage dans le Sud, en l'an 1900 !

Si le peuple des Etats-Unis arrivait à la conviction qu'on parmi avoir, en Europe, qu'il lui est impossible de subjuguer le Sud, nous pensons qu'il songerait plutôt à conclure un traité de paix avantageux, en stipulant des avantages commerciaux et maritimes qu'à réclamer des privilèges pour les nègres. Nous n'avons pas vu, lors de la paix de Sébastopol, la France et l'Angleterre dicter à la Russie la moindre condition à propos de l'émancipation des serfs. Et du jour où les Etats-Unis renoncerait à toute autorité sur le territoire des Etats Confédérés, ils n'entendraient par cela même tout droit d'intervenir dans le gouvernement ou les institutions particulières de ces Etats. Toute la question est de savoir si ce jour arrivera jamais.

MARCHANDISES A BON MARCHÉ—MM. Desmommes frères, coin Canal et Chartres, annoncent aujourd'hui qu'ils vendront à prix réduit, pour du comptant, leur fort assortiment de marchandises sèches. Ils prient également les personnes qui leur doivent de régler leurs comptes d'ici au 1er juillet, et celles à qui ils doivent de présenter leurs réclamations dans le même délai.

LE NAVIRE GARIBALDI—Le beau navire *Garibaldi* doit partir pour Bordeaux la semaine prochaine, et nous rappelons aux personnes qui désirent partir pour France qu'elles ne sauraient trouver d'occasion plus favorable.

Les passagers d'entrepont trouveront plus loin un avis qui les concerne.

AVIS AUX PASSAGERS DE LA BARQUE ELISABETTA.—Les passagers de la barque "Elisabetta" sont avertis de se trouver à bord aujourd'hui avant six heures du soir, le départ étant maintenant fixé demain pour le 9 courant, définitivement.

Prisonniers fédéraux.

Nous lisons dans le *Richmond Sentinel* du 13 mai :

Hier 1,470 prisonniers fédéraux ont été reçus ici, venant de Guiernery et 1,350 autres qui avaient été capturés par le général Forrest, près de Rome, en Georgie, faisant en tout 2,925 prisonniers arrivés dans la même journée. Ils ont tous été envoyés en compagnie de quelques autres sortis des prisons à Belle-Island. On en avait reçu quelques jours auparavant 3,796, ce qui élève le nombre total à 6,721. Il y en a encore d'autres qu'on attend de Guiernery, sans compter les blessés qui sont tombés dans nos mains. Avant ces diverses captures le surplus de prisonniers dans nos mains était de 12,000. Les serpins est donc aujourd'hui d'environ 20,000.

RETOUR DU SUD—Quelques uns de nos soldats qui sont revenus à Falmouth après une courte captivité dans l'armée rebelle, disent que les Confédérés ont beaucoup de wagons et de chevaux, et l'idée qu'ils souffrent de la famine est une absurdité. Ils ont une abondance de nourriture et de boisson et chez eux on ne voit aucun symptôme de disette.

(Boston Journal)

Piraterie de terre et piraterie d'eau.

Représailles.—Opinion du Herald.

On dit qu'il est sorti encore des ports d'Angleterre, deux ou trois nouveaux corsaires confédérés. Seront-ils arrêtés par nos croiseurs ? c'est fort douteux à en juger par la liberté dont jouissent l'*Alabama* et le *Florida*.

Mais le gouvernement devrait adopter quelque mesure décisive pour mettre fin à ce pillage de notre commerce. Depuis quelque temps déjà 3 1/2 p. 0/0 sur les navires et les cargaisons, et si la course n'est pas réprimée, la prime d'assurance s'élèvera bientôt et notre commerce maritime sera détruit. Les armateurs anglais se réjouissent à cette perspective ; car alors ils auront presque tout le monde entier. Le sieur Russell et ses agents ne se feront donc pas beaucoup d'efforts et n'accroîtront pas beaucoup de vigilance pour empêcher la sortie des navires condéférés qui sont en voie de construction dans les chantiers anglais. Mais nos marchands peuvent qui n'est pas encore temps de supprimer cette branche d'affaires qui fait tant de bien aux autres et qui leur cause, à eux, tant de mal. Ils disent que si les rebelles brûlent nos biens sur mer, ils n'ont qu'à brûler leurs biens sur terre. Quoique cela ne soit pas dans les usages de la guerre moderne, nous n'y voyons rien d'injuste, et il est possible que le gouvernement des Etats Unis soit forcé d'avoir recours à ce moyen. Nous n'aimons pas les représailles ; car elles n'ont pas de fin, et c'est une destruction mutuelle sans bénéfice pour aucun des belligérants. Mais et les cruautés inouïes et les rapines commises dans le sud de la Louisiane, le Mississippi et dans toute la Virginie ? Ces actes de barbarie ne méritent-ils pas une punition ? Ne faut-il pas que les auteurs de ces crimes sachent que le gouvernement fédéral ne les oublie pas ? Les assassins anglais se rendent coupables de piraterie quand ils font feu sur les équipages des navires qu'ils capturent. Les rebelles qui ont pillé et brûlé les habitations privées, qui ont volé les nègres libres, qui ont pendu des prisonniers désarmés, ne sont-ils pas aussi coupables ? Ne sont-ils pas des pirates de terre ferme ? Ne méritent-ils pas d'être traités comme tels ? Nous ne voyons pas pourquoi nous ne leur appliquerions pas la loi du talion. Nous ne voyons pas pourquoi nous ne pendrions pas un rebelle pour chaque nègre libre qu'il a volé, pour chaque prisonnier désarmé qu'il a massacré, pour chaque habitation qu'il a pillée ou brûlée. Nous ne voyons pas pourquoi nous ne pendrions pas un rebelle pour chaque nègre libre qu'il a volé, pour chaque prisonnier désarmé qu'il a massacré, pour chaque habitation qu'il a pillée ou brûlée. Nous ne voyons pas pourquoi nous ne pendrions pas un rebelle pour chaque nègre libre qu'il a volé, pour chaque prisonnier désarmé qu'il a massacré, pour chaque habitation qu'il a pillée ou brûlée.

Officiel.

PRÉCAUTIONS SANITAIRES.

Quartier général des défenses de la Nle-Orléans

Nle Orléans, 5 juin 1863.

—Ordres généraux, No 8—

L'attention du général commandant ayant été appelée sur l'état des lieux d'aisance dans les quartiers occupés par la troupe et par les Légres logeant en ville ou autour de la ville

Les commandants de régiments, de batteries, de régiments et de détachements séparés, et les commandants de légres feront faire un examen journalier ces quartiers et des lieux. Ils les feront nettoyer et désinfecter.

Les chirurgiens de visite inspecteront, deux fois par semaine, les quartiers et les lieux des corps qui sont à leur département. Ils feront sur l'état de ces quartiers des rapports écrits et suggéreront tout ce qu'ils croient convenable en vue d'améliorations sanitaires.

Les maires qui sont établis par le gouvernement et qui sont maintenus en exercice par des officiers et des soldats détachés de l'armée, sont soumises à tous les règlements de municipaux et les autorités de la ville sont autorisées à les inspecter comme si elles n'étaient pas exceptionnellement placées. Les officiers de police sont également à même d'entrer dans tous les hôpitaux ; admis à ce titre dans tous les hôpitaux ; admis à ce titre dans tous les hôpitaux ; admis à ce titre